



Éditorial

Frédéric Boccara

Face au *blitzkrieg* des droites, Union – action – plate-forme commune

Chaque des trois droites (F. Fillon, M. Le Pen, E. Macron) programme un *blitzkrieg* pour recomposer notre pays en phase avec le nouvel ordre que cherche le capital financier et qu'il n'arrive toujours pas à trouver.

Référendum dans la foulée pour l'une, ordonnances en quelques mois pour les deux autres (avec plus de flou chez Macron). Dans tous les cas : profiter d'une tétanisation post-élection pour assommer le mouvement populaire et engager une révolution conservatrice.

Tous les trois cherchent, de façon différente, à répondre aux défis nouveaux – révolution informationnelle et numérique, nouvelle phase de la mondialisation (Trump, Chine, Brexit, migrations, militarisation), crise écologique – au service du capital financier. F. Fillon s'appuie sur une base sociale traditionnelle, ultra-conservatrice sur les « valeurs » qu'il utilise pour rassurer certains sur le « sociétal », il programme un choc de compétitivité anti-social au service des profits et un enrôlement renforcé dans la guerre économique avec une intégration politique et économique accrue autour de la zone euro au sein d'un pôle eurasiatique, et avec une militarisation accentuée. M. Le Pen utilise le prétendu « coût de l'immigré » pour masquer le coût du capital, détourner la colère populaire face à l'insuffisance des services publics, aux délocalisations et au chômage, et faire l'Union sacrée nationale derrière le patronat pour une guerre économique renforcée. E. Macron conjugue un appui sur le grand capital et sur les couches moyennes supérieures (cadres supérieurs et aspirants patrons) par un discours chatoyant sur l'entreprise et sur la modernité technologique et sociétale (lui pourtant si ambivalent sur les étrangers vivant en France), pour effectuer lui aussi un choc de compétitivité anti-social, mais dans une fuite en avant fédéraliste vers une intégration européenne atlantiste et un condominium européen de quelques

gouvernements au service des grandes multinationales financières.

Face à cela, les enjeux d'une gauche de contenus sont aigus, fondamentaux, pour relever les défis objectifs que le capital financier prétend relever. Mais comment s'attaquer à ces enjeux si, à la présidentielle, la gauche est éliminée dès le premier tour ?

M. Valls battu, cela change la donne. Une plate-forme politique est encore possible. On peut partir d'un certain nombre d'objectifs sociaux et écologiques qui sont communs : le rejet de la loi El Khomri, un revenu pour chacun, une émancipation du travail, une nouvelle culture écologique pour une nouvelle production et une nouvelle consommation, le développement des services publics et sortir de l'austérité jusqu'au niveau européen, l'antiracisme et le refus du rejet de l'Autre. L'accord affirmerait que l'enjeu consiste en la conquête de nouveaux pouvoirs sur des moyens financiers au service de ces objectifs, qui doivent être eux-mêmes suffisamment ambitieux. C'est le triptyque fondamental – objectifs sociaux et écologiques/moyens sur l'argent/pouvoirs nouveaux – qu'a toujours rencontré la gauche ; soit lors de ses échecs (le « Mur de l'argent » durant le cartel des gauches, les « 200 familles » de la Banque de France lors du Front populaire, la « dictature de la finance » depuis 1982-83) ; soit lorsqu'elle a réussi en les affrontant victorieusement (notamment à la Libération).

Ce type d'accord serait une base donnant sens à une unité pour la présidentielle, avec une pluralité de candidatures aux législatives et une conception de l'union pluraliste, reposant sur l'autonomie d'action créatrice de ses composantes et la primauté à l'intervention populaire.

Cette unité est possible dans un débat à gauche, avec des propositions précises. Le débat de la Bellevilloise du 28 février l'a montré. Intitulé *La finance est (toujours) notre ennemi*, il a rassemblé les 5 formations de

gauche pour cette présidentielle (Verts, PS, France insoumise, Ensemble, PCF) ... Parallèlement, un appel à l'unité a été signé en quelques jours par plus de 5 000 personnes. Intitulé *Rassemblement à gauche : urgence*, il est initié par des citoyens aux engagements différents (syndicalistes, intellectuels, artistes, responsables du PS, responsables du PCF, nationaux et fédéraux, élus...). Il propose 8 points précis avec des éléments de convergence et de débat : Emploi, travail, salaires ; Protection sociale ; Services publics ; Écologie ; Argent ; Europe ; Démocratie ; Égalité et Justice.

Rien n'est donc joué. Il est encore possible de conjurer la catastrophe. Nous refusons la « politique du pire ». C'est la ligne constante des communistes français depuis 1934, qu'ils ont réaffirmée à 94 % pour cette présidentielle en continuant « d'agir jusqu'au bout pour parvenir à une candidature commune et empêcher la victoire de la droite et de l'extrême droite ». Car s'unir, ce serait lancer une dynamique nouvelle, qui peut mener loin.

Il est indispensable de porter des contenus précis dans les deux campagnes : présidentielle et législatives. C'est le moyen de tenir la gauche debout, avec des idées communistes debout et renouvelées, un parti communiste debout en cette année 2017. C'est le moyen de contrer les idées de renoncement, de collaboration avec le grand capital financier ou de rejet de l'Autre. Et ceci, en prenant au sérieux les défis de nouveauté portés par les révolutions informationnelle, écologique, monétaire, démographique et militaire.

C'est le moyen d'unir le plus largement ceux qui souffrent, jusqu'aux élections législatives où peut se manifester une union d'un type nouveau à gauche pour appuyer des candidats présentés par le PCF dans une démarche ouverte, pour battre aussi bien l'extrême droite et la droite que la gauche de renoncement ou que le gauchisme. Ce dernier tend à stériliser la radicalité, à l'enfermer et à conforter ainsi la division, donc la pôle position de Macron, en refusant au nom du « tout ou rien » tout type d'alliance à gauche.

Pourtant, la radicalité est plus nécessaire que jamais. Car ce qui est à l'ordre du jour, ce n'est pas de mettre des digues ou des barrières au capitalisme hyper-financiarisé actuel, mais bien d'engager concrètement le dépassement du capitalisme et du néolibéralisme, pour aller vers une civilisation de partages pour chacun.e, commune à toute l'humanité. Bref, une radicalité en prise sur le réel et non de simple posture.

Farfelu ? Loin de là. La social-démocratie est profondément en crise parce que l'ordre du jour est de dépasser le capitalisme. Les gens le sentent bien. C'est pourquoi il serait fou de parier sur une recomposition sociale-démocrate de la gauche, vers une sorte de parti socialiste d'avant 1914, même avec un courant communiste ou marxiste. La recomposition de la gauche se fera sur des idées, et avec une grande dose de communisme autogestionnaire, pour chacun.e. Elle demande un PCF épanoui, autonome, ressource dans les luttes du monde du travail et de la société. Un PCF moderne, qui n'a pas peur d'être lui-même. Ce ne sera pas facile, mais nous n'avons pas le choix.

En économie politique, dépasser le capitalisme, c'est relever le défi d'une nouvelle efficacité et se libérer, pour cela, de la domination du capital financier. C'est ce que partagent différents amis d'*Économie & Politique* à l'étranger que nous avons pu rencontrer ces derniers mois dans leur pays ou en France : Chinois, Russes, Italiens, Brésiliens, Équatoriens ou Cubains.

Cette approche peut permettre de construire des majorités autour d'idées, de propositions radicales et réalistes à la fois. La dernière en date s'est formée au Conseil économique social et environnemental autour de l'avis adopté pour « Le financement des PME/TPE au service de l'emploi et de l'efficacité », avis que j'ai présenté. Seul le MEDEF l'a rejeté, avec son satellite CGPME, tandis que la CFDT s'abstenait et que tous les autres groupes l'ont appuyé par un vote positif, toutes les autres confédérations syndicales mais aussi les artisans ou les professions libérales.

Alors portons l'unité et les contenus indissociables, avec un Parti communiste debout et des idées communistes dans la présidentielle et les législatives, pour ouvrir une nouvelle voie, desserrer l'étau, et surtout être utiles à tous et à notre monde. Nous vivons des « temps déraisonnables » où l'on prend « les loups pour des chiens », mais « quand les blés sont sous la grêle / fou qui fait le délicat / fou qui songe à ses querelles au cœur du commun combat ». ■■■

“
Face à cela, les enjeux d'une gauche de contenus sont aigus, fondamentaux, pour relever les défis objectifs que le capital financier prétend relever. Mais comment s'attaquer à ces enjeux si à la présidentielle la gauche est éliminée dès le premier tour ?”